

Madrid et l'opinion publique espagnole adoptent une attitude plus sage à l'égard du Maroc

DNC à Madrid, Mohamed Boundi

Il est loin le début des années 2000, lorsque politiques, médias et opinion publique utilisaient la question de l'immigration comme arme pour vilipender le Maroc et ses institutions. C'était à l'époque du deuxième mandat de José Maria Aznar, président du gouvernement et leader du Parti Populaire, où le Maroc était en point de mire dans le dessein de le déstabiliser et discréditer sa transition démocratique. Aujourd'hui, les comportements des services de sécurité aux périmètres frontaliers des villes occupées de Sebta et Melilla pour retenir les vagues de subsahariens sont violemment condamnés au Parlement et réprochés dans les médias.

Le Maroc fait ses devoirs

Dans un Etat de droit, le respect des droits humains est valable pour tous nonobstant la couleur de la peau, l'ethnie ou la confession. Mercredi au congrès des députés, à Madrid, le drame des subsahariens maltraités ou tués dans leur tentative d'accéder aux villes occupées, a placé l'opposition et gouvernement dans une position délicate. Aucune des deux parties n'a osé fuir la responsabilité de gérer correcte-



ment la question de l'immigration et de traiter de la manière la plus inhumaine les avalanches de subsahariens qui s'introduisaient à Sebta et Melilla par-dessus les haies des fils de fer barbelé. En aucune fois, le Maroc n'a été accusé de fermer l'œil ou d'encourager les flux irréguliers. Il n'était plus visé comme instigateur des vagues de subsahariens comme moyen de pression sur l'Espagne. Au contraire, il a été démontré qu'il tentait de faire de son mieux en faisant reculer le plus loin possibles les subsahariens du périmètre frontalier séparant les deux villes marocaines occupées.

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Fernández Díaz, s'est rendu à l'évidence, mercredi, en voyant les images prises des subsahariens, blessés dans les différentes parties de leurs corps, dans leur tentative de passer outre les barbelés de fer tranchants. Il a proposé aux députés de parvenir à un accord politique en matière d'immigration. Cette idée vient corroborer une nouvelle situation selon laquelle, la coopération dans la lutte contre les flux migratoires irréguliers fonctionne parfaitement avec le Maroc et que le problème est devenu hispano-européen. C'est la raison pour laquelle, le min-

istre espagnol a annoncé qu'il était disposé à inviter une délégation des membres de la commission parlementaire de l'intérieur à visiter le périmètre frontalier et «voir de leurs propres yeux» les haies de fil barbelé. Il a cependant omis de commenter les graves blessures que provoquent les fils barbelés tranchants sur les immigrants qui tentaient de les sauter. Il a cependant défendu la pose de fils barbelés tranchants pour être un système «dissuasif», «passif» et «non agressif». Son obligation, a-t-il dit, est de parvenir à une alternative moins douloureuse sans nier que l'indice de danger de ce type de barbelés est de trois dans une échelle de un à neuf. Cette déclaration intervient le même jour où le secrétaire d'Etat espagnol à la Sécurité devait parler au parlement de la tragédie des 15 subsahariens décédés sur une plage de Sebta, le 6 février dernier, dans leur tentative de s'introduire clandestinement dans la ville occupée. Ils avaient été la cible de balles en caoutchouc tirées par la garde civile. Le ministre espagnol de l'intérieur souhaite que l'opposition adhère à un accord politique et que l'Union européenne (UE) assume, comme politique européenne, le phénomène de l'immigration.

(Suite en P.2)

Madrid et l'opinion publique espagnole adoptent une attitude plus sage à l'égard du Maroc

(Suite de la page 1)

Cette position est proclamée avec un retard d'une décennie sur les appels du Maroc qui proposait de gérer collectivement la gestion des flux migratoires irréguliers entre Rabat, Madrid et l'UE. Le Maroc expliquait qu'il était devenu à la fois un territoire de transit et d'accueil de subsahariens. Aznar avait, par contre, proposé au Conseil d'Europe, tenu à Séville en mai 2002, de suspendre la coopération avec les pays africains originaires d'immigrés, comme forme de «sanction». Il visait particulièrement le Maroc mais son objectif fut cependant rejeté par la Commission européenne.

«Le phénomène migratoire est là. Ce n'est plus l'heure de la dissuasion ni du rejet. C'est l'heure de la réparation, de reconnaître sa charge positive et d'admettre l'enrichissement de

l'humanité par les migrants et pour la société dans laquelle ils s'intègrent». C'est un paragraphe du manifeste de l'Association des droits humains d'Andalousie (APDHA), rendu public mercredi, qui est parvenu à Al Bayane. Il n'est donc plus suffisant que les responsables espagnols du contrôle des périmètres frontaliers à Sebta et Melilla appliquent la loi car la vie et la dignité des personnes migrantes exigent un traitement de justice qui doit aller au-delà des formalités légales. Le verrouillage des frontières devant les immigrés est une grave injustice lorsque «l'argent et les marchandises y circulent en toute liberté». Il est aberrant de ne pas constater que ces immigrés sont porteurs de valeurs et que le manque de reconnaissance à leur égard les rend encore plus pauvre au même titre que la société d'accueil. Ils viennent fort de la protection qui leur

garantit la Déclaration universelle des Droits humains mais immédiatement, aux portes de l'Europe, ils sont «réduits à rien».

Manipulation

Interrogée à propos du comportement des politiques européens à l'égard de l'immigration, le leader malien Aminata Traoré avait indiqué dans une récente interview : «nous sommes pauvres économiquement mais les dirigeants occidentaux souffrent d'une pauvreté morale grave parce qu'ils ne peuvent transmettre la vérité à leur opinion publique.

La vérité est qu'ils exploitent les ressources de l'Afrique et obligent les Africains à abandonner le continent. Ensuite, ils disent que l'Europe est envahie alors que ce sont eux les envahisseurs».

Les médias espagnols ne cessent de ressasser les vidéos montrant des cen-

taines de subsahariens marchant vers le périmètre frontalier.

Ils sont 500 environ. Certains ont pu concrétiser leur rêve d'accéder à Melilla mais ils ont fini dans un centre de rétention (CTI). Contrairement aux commentaires signés par certains détracteurs de la pluralité culturelle, le rêve d'émigrer en Espagne a cessé de fasciner les jeunes Africains.

Il suffit de repasser les statistiques du ministère espagnol de l'Intérieur, depuis 2001, pour constater que 2006 avait marqué le bilan le plus élevé avec un total de 31.678 arrestations de sans-papiers uniquement dans les Iles Canaries, contre 12.478 en 2007 et 9.181 en 2008. Depuis 2006, sept pays européens participent, en outre, avec des moyens techniques et experts aux côtés des forces espagnoles dans la lutte contre l'immigration irrégulière. Depuis son

déploiement en 2006, l'Agence de surveillance des frontières maritimes européennes (FRONTEX) a, de son côté, doublé son assistance économique à l'Afrique qui est passée de 12 millions d'euros à 24 millions d'euros.

L'Espagne est le grand destinataire des Fonds de l'Union européenne en matière d'immigration (Fonds des frontières et retour : entré en vigueur en juin 2007) en recevant 90 millions d'euros en 2009 et 2010. Un plan de Vigilance extérieure est devenu complètement opérationnel à compter de 2008 aux Iles Canaries.

Pour la mise en marche de cet arsenal de mesures de vigilance, seuls 340 sans papiers de différentes nationalités ont été interceptés en 2011 au large des Iles Canaries, a indiqué le ministère espagnol de l'Intérieur dans un bilan annuel relatif à la lutte contre l'immigration clandestine.

Durant cette période, la proportion de subsahariens a été pratiquement nulle (16 personnes).

Cependant, en 2009 ont été repêchés 32 corps de subsahariens au large des côtes canariennes dans les naufrages de pirogue alors qu'en 2010 et 2011 aucun disparu ni décès de subsaharien n'a été recensé, avait précisé à Al Bayane une source espagnole proche de la direction générale de la Garde civile.

Ainsi, il est loisible de remarquer que les médias, l'opinion publique et les acteurs politiques se sont rendus compte que le Maroc est autant victime que l'Espagne du phénomène de l'immigration irrégulière.

L'absence de Marocains parmi les sans papiers recensés dans les avallanches de subsahariens, le corrobore.

DNC à Madrid,
Mohamed Boundi